

Motion du 17 février 2009 de Mmes Salika Wenger, Maria Pérez, Maria Casares, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, Ariane Arlotti, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «2009-2012: sombres perspectives sociales».

(refusée par le Conseil municipal lors de la séance du
30 octobre 2013, dans le rapport M-846 A))

PROJET DE MOTION

Considérant:

- que la crise financière que nous vivons aujourd'hui est la plus importante depuis un siècle;
- que nul ne sait combien de temps elle durera et quelle sera son ampleur, mais que cela présage une crise sociale importante;
- que nous constatons chaque jour que l'économie réelle est largement touchée et provoque des dégradations importantes du mode de vie de nos concitoyens;
- que de nombreuses PME, mais aussi de grandes entreprises sont au bord du gouffre, paralysées par le manque de liquidités et par la baisse de la consommation. Des commerces sont obligés de baisser le rideau et le chômage partiel contraint ainsi des licenciements collectifs qui ont commencé depuis le début 2009;
- que l'on perçoit une nette stagnation, voire une baisse des revenus, ainsi qu'une augmentation significative du prix des produits de consommation courante;
- que, depuis quelques années, les populations les plus pauvres de notre canton font l'objet de pression, telle que la baisse ou la disparition de certaines prestations sociales, notamment l'aide du Service cantonal d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires (SCARPA), la baisse des prestations de l'Hospice général, la disparition d'une partie des prestations aux personnes âgées (transports publics, etc.);
- que ce sont les populations les plus fragilisées (familles monoparentales, travailleurs pauvres, retraités modestes, personnes handicapées, demandeurs d'emploi, étudiants, etc.) qui risquent de faire les frais des dérives d'un système financier qui a failli;
- que notre collectivité se doit d'anticiper les problèmes et de faire en sorte que les plus pauvres ne se retrouvent pas dans une situation de misère inadmissible dans une ville aussi riche que la nôtre;
- que les pouvoirs publics ont dépensé des milliards pour sauver les banques et n'ont proposé aucune politique sociale pour soulager la population;
- que, depuis plusieurs années, notre collectivité enregistre des bonis considérables,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à:

- faire une évaluation réaliste des besoins sociaux en ville de Genève pour les trois ans à venir;
- affecter une partie du boni 2008 à l'aide aux personnes qui rencontrent des difficultés sociales graves.